



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/005 du 14 mars 2025
de mise en demeure à l'encontre de la société AUVALIS,
pour son site situé ZAC de Courtenois à Serris (77 700)**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L.172-1 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 23/BC/049 du 9 août 2024 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 018 du 18 mars 2014 autorisant la société AUVALIS à exploiter un entrepôt logistique de stockage de matières et de produits combustibles concernant une plateforme logistique située ZAC de Courtenois à Serris (77 700) et ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018 actualisant la situation administrative et imposant des prescriptions complémentaires à la société AUVALIS pour son site situé ZAC de Courtenois à Serris (77 700) ;

VU le rapport n° E/24-2323 du 18 octobre 2024 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, consécutif à une visite d'inspection réalisée le 16 avril 2024 des installations exploitées par la société AUVALIS situé RD 406 – RD 231, ZAC de Courtenois à Serris (77 700), transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 octobre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier préfectoral n° E/24-2324 du 21 octobre 2024 informant la société AUVALIS des mesures susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier préfectoral n° E/24-2324 du 21 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société AUVALIS sur la commune de Serris est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise au régime de l'autorisation et relevant du statut Seveso seuil bas ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018, en dépassant les limites relatives aux quantités de produits stockés dans l'établissement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018, en ne s'assurant pas du bon fonctionnement du report d'alarme relatif à la détection de fumée au poste de garde ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 2014/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014, en ne réalisant pas de vérification annuelle du système de détection de gaz du local chaufferie ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014, ne réalisant pas le contrôle annuel des extincteurs ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par les articles 1.2.1 et 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société AUVALIS de respecter les dispositions des articles 1.2.1 et 7.8.2, de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article 1 : – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société AUVALIS, dont le siège est situé La Galinière – RD7N à Châteu-Neuf-Le-Rouge (13 790), pour son site ZAC de Courtenois à Serris (77 700), est mise en demeure de respecter, **sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :**

- **l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018** en respectant les quantités maximales imposées pour chaque rubrique ;
- **l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014** en s'assurant du bon fonctionnement du report d'alarme relatif à la détection de fumée au poste de garde ;
- **l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014** en réalisant la vérification annuelle du système de détection de gaz du local chaufferie ;
- **l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014** en réalisant le contrôle annuel des extincteurs.

Article 2 : – DÉLAIS

Les délais définis par le présent arrêté prennent effet à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral auprès de la société Auvalis.

Article 3 : – SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 4 : – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : – INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 6 : – INFORMATIONS DES TIERS

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par loi.

Article 7 : – NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de Serris,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,

- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le

Le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale de
Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de Serris (77 700),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.